

3 November 1998

ENGLISH/FRENCH/SPANISH ONLY

UNITED NATIONS FRAMEWORK CONVENTION ON CLIMATE CHANGE

CONFERENCE OF THE PARTIES*

Fourth session

Buenos Aires, 2-13 November 1998

Agenda items 4 (f) and 5 (a) (ii)-(iv)

MATTERS RELATED TO DECISION 1/CP.3 PARAGRAPH 5

Article 6 of the Kyoto Protocol

Article 12 of the Kyoto Protocol

Article 17 of the Kyoto Protocol

ACTIVITIES IMPLEMENTED JOINTLY

Compilation of submissions by Parties

Addendum

1. In addition to the submissions contained in FCCC/CP/1998/MISC.7, further submissions have been received. Two of these submissions consist of translations, into French and Spanish, of a previous submission from New Zealand (on behalf of a number of Parties) contained in document FCCC/CP/1998/MISC.7.

2. In accordance with the procedure for miscellaneous documents, the submissions** received are attached and reproduced in the language in which they were received and without formal editing.

CONTENTS

* Including the ninth sessions of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice and the Subsidiary Body for Implementation.

** In order to make these submissions available on electronic systems, including the World Wide Web, some of these contributions have been electronically scanned and/or retyped. The secretariat has made every effort to ensure the correct reproduction of the texts as submitted.

FCCC/CP/1998/MISC.7/Add.1

GE.98-72956

Paper No.		Page
1.	RÉPONSES AUX QUESTIONS DU G-77 ET DE LA CHINE SUR LES MÉCANISMES DE FLEXIBILITÉ*	3
2.	RESPUESTAS A LAS PREGUNTAS DEL G-77 Y CHINA SOBRE LOS MECANISMOS DE FLEXIBILIDAD*	21
3.	Brazil (Submission received 21 October 1998)	41
	BRAZIL'S VIEWS ON THE CLEAN DEVELOPMENT MECHANISM	
4.	Canada (On behalf of Argentina and Brazil) (Submission received 27 October 1998)	44
	NON-PAPER ON THE CLEAN DEVELOPMENT MECHANISM THE GOVERNMENT OF BRAZIL, CANADA AND ARGENTINA	

* Papers one and two consist of translations, into French and Spanish, respectively, of the submission from New Zealand (on behalf of Australia, Canada, Iceland, Japan, Norway, the Russian Federation, Ukraine and the United States of America), which was included in FCCC/CP/1998/MISC.7.

RÉPONSES AUX QUESTIONS DU G-77 ET DE LA CHINE SUR LES MÉCANISMES DE FLEXIBILITÉ

Le présent document propose un ensemble de réponses, soumises par l'Australie, le Canada, l'Islande, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Fédération de Russie, l'Ukraine et les États-Unis, aux questions posées par le G-77 et la Chine dans le document FCCC/SB/1998/MISC.1/Add.5. Représentant les points de vue préliminaires de ces États, il est destiné à faciliter les discussions ultérieures sur ces importants points.

Généralités

1. Quels sont les points de similitude et de divergence entre les trois mécanismes prévus dans le Protocole de Kyoto à la Convention?

Similitudes clés :

- Les trois mécanismes volontaires basés sur les forces du marché sont tous avantageux pour l'environnement, parce qu'ils aideront les Parties visées à l'annexe I à atteindre leurs objectifs d'émissions et, dans le cas des projets visés par l'article 6 (ci-après « mise en oeuvre conjointe » - MOC) et les activités de projets visées par l'article 12 (ci-après « mécanisme pour un développement propre » - MDP), fournissent une incitation supplémentaire à l'élaboration et au transfert de technologies et de pratiques permettant de réduire les émissions.
- De plus, les trois mécanismes aideront les Parties à atteindre leurs objectifs d'émissions de manière économique.
- Les trois mécanismes prévoient à terme des ajustements aux quantités attribuées aux Parties de l'annexe I.
- Les trois mécanismes offriront des possibilités importantes de transferts de technologies et de ressources, provenant des secteurs tant public que privé, vers les pays à économie en transition et les pays en développement.
- Les trois mécanismes permettent la participation du secteur privé, la responsabilité du respect des obligations contractées en vertu du Protocole continuant d'incomber aux gouvernements.

Divergences clés:

- L'échange international de droits d'émission (EIDE) et la mise en oeuvre conjointe (MOC) impliqueront des transactions entre les Parties de l'annexe I et d'autres entités, alors que le MDP impliquera des transactions entre les Parties figurant à l'annexe I, les pays n'y figurant pas et d'autres entités.
- La MOC et le MDP concernent tous deux des projets précis, contrairement à l'EIDE.

- Entre la MOC et le MDP, il peut y avoir des ressemblances en ce qui concerne les types de projets et les méthodes de mesure des réductions d'émissions. Cependant, il y a aussi des différences, étant donné que les réductions réalisées par MOC sont en fin de compte soustraites de la quantité attribuée à une Partie disposant d'un objectif national, alors que ce n'est pas le cas pour les réductions réalisées grâce au MDP; par conséquent, les critères d'additionnalité sont particulièrement importants pour l'intégrité du MDP.
- L'EIDE et la MOC impliquent le ré ajustement des quantités attribuées, le total restant constant; au contraire, les unités de MDP sont « extra-budgétaires », ajoutant ainsi des unités supplémentaires aux totaux attribués aux Parties de l'annexe I.
- L'EIDE, la MOC et le MDP sont des mécanismes qui aideront les Parties de l'annexe I à atteindre les objectifs d'émissions. Cependant, le MDP sert aussi de mécanisme pouvant aider les Parties ne figurant pas à l'annexe I à réaliser un développement durable en encourageant les investissements et le transfert de technologies.
- Des trois mécanismes, seul le MDP demande la création d'un conseil exécutif et la certification par des entités opérationnelles sélectionnées au niveau international.
- La prise de décision sur les règles directrices au niveau de l' EIDE se prendra par la CP, alors qu'elle se prendra par la CP/RP dans le cas de MOC and MDP.
- L'article 12 (MDP) exige de nouvelles règles concernant la certification de projets, alors que l'article 6 (MOC) n'en exige pas nécessairement.
- Mis à part les similitudes et divergences entre les trois mécanismes, tous devraient être mis en oeuvre afin de réduire au minimum la complexité, de fournir des possibilités économiques d'atteindre les objectifs d'émission, de garder les coûts de transaction bas, et d'appuyer la fongibilité des unités de crédit.

2. Comment faire en sorte que les actions prises par les pays industrialisés sur leur territoire national sont leurs moyens premiers de limiter et réduire les émissions de GES, et que les mécanismes en oeuvre à l'étranger viennent seulement compléter les actions prises par les pays développés en vue d'atteindre leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions?

- Les articles 6 et 17 du Protocole de Kyoto exigent que la MOC et l'EIDE « viennent en complément des mesures prises au niveau national » afin d'honorer les engagements prévus à l'article 3. Cependant, il convient de noter que le Protocole ne demande pas que les mesures prises sur le territoire national soient le moyen premier de limiter les émissions de gaz à effet de serre. On s'en souviendra, les propositions liées à la MOC et à l'EIDE qui auraient exigé que ces actions soient le moyen principal d'atteindre les objectifs visés par l'article 3 n'ont pas réuni de consensus et n'ont pas été incluses dans le Protocole.
- Toutes les Parties de l'annexe I entreprennent, ou prévoient d'entreprendre, sur leur territoire national des mesures de réduction des émissions. (On trouvera des exemples

de ces mesures dans les communications nationales des Parties.)

- Plusieurs Parties ont entrepris ou annoncé des mesures précises pour mettre en place des actions nationales visant à encourager la réduction précoce des émissions de gaz à effet de serre par le biais d'une meilleure diffusion de la technologie actuelle, à financer des recherches supplémentaires pour développer de nouvelles technologies, à continuer ou accentuer l'utilisation d'incitatifs économiques, et à mettre en place des systèmes nationaux d'échange des droits d'émission de gaz à effet de serre.
- Les mesures prises par les Parties sur leur territoire national seront examinées via le processus d'examen en profondeur des communications nationales.
- Pour ce qui est la proposition de quantifier le terme soigneusement négocié de « complément » qui figure dans les articles 6 et 17, cette approche n'est ni autorisée ni exigée par le Protocole.
 - Comme l'indique le rapport non officiel sur les principes, modalités, règles et lignes directrices d'un régime d'EIDE (FCCC/SB/MISC.1/Add.1/Rev.1), l'EIDE permettra mieux de réduire les émissions au meilleur coût s'il n'y a pas de restrictions sur la quantité d'unités attribuées qui peut être transférée ou acquise par une Partie pour l'aider à respecter son montant attribué. Si la flexibilité inhérente à ces mécanismes est réduite, on se trouvera accroître substantiellement les coûts du respect des objectifs environnementaux.
 - Ces restrictions quantitatives pesant sur l'EIDE seraient techniquement difficiles à définir et à élaborer, et pourraient exiger un régime gouvernemental de surveillance et d'approbation qui représenterait un lourd fardeau administratif, ce qui accroîtrait gravement les coûts de transaction.

3. Comment peut-on faire en sorte que ces mécanismes débouchent sur une limitation et une réduction réelles et mesurables des émissions de GES par les pays industrialisés?

- Le Protocole de Kyoto fixe aux Parties de l'annexe I des engagements exécutoires quant aux émissions. La précision des mesures et des rapports sera donc un facteur critique du succès de la mise en oeuvre du Protocole, quelle que soit la mesure dans laquelle les Parties choisissent de recourir aux mécanismes de flexibilité.
- Ceci étant dit, il y a des manières de structurer les mécanismes pour offrir des incitatifs supplémentaires à la précision des mesures et des rapports :
 - L'article 6 (MOC) stipule déjà qu'une Partie de l'annexe I ne peut pas acquérir d'unités de réduction des émissions si elle ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 5 et 7.
 - Comme l'indique le rapport non officiel sur les principes, modalités, règles et lignes directrices d'un régime d'EIDE (FCCC/SB/MISC.1/Add.1/Rev.1), nous

appuyons l'existence de liens dans les règles visant l'EIDE entre le droit de faire des échanges et le respect des articles 5 et 7.

- Pour ce qui est du MDP, l'article 12 souligne l'importance qu'accordent les Parties au besoin d'effectuer de réelles réductions. Les projets de MDP seront vérifiés à la lumière de lignes directrices convenues visant le calcul des niveaux de référence du projet ou de la technologie, la mesure des réductions d'émissions réalisées grâce au projet, et la transparence de la présentation de rapports sur les résultats, accessibles à une tierce partie pour évaluation. L'expérience acquise durant la phase pilote des AMOC pourra fournir des renseignements précieux sur les méthodologies utiles à cet égard.

4. Comment faire en sorte que la CP ou la CP/RD conservent la responsabilité de toutes les étapes de définition, d'élaboration, de structuration et d'institutionnalisation des mécanismes?

- Aux termes du Protocole (et comme on l'a noté plus haut), la CP et la CP/RP ont des fonctions différentes en ce qui concerne les trois mécanismes. Par exemple, l'élaboration du MDP exigera de la CP/RP la prise de nombreuses décisions sur les questions de fond et institutionnelles. Par contraste, la MOC aux termes de l'article 6 pourrait être mise en oeuvre sans autre décision de la CP/RP (c.-à-d. que l'article dit que la CP/RP « peut » élaborer plus avant des lignes directrices). Pour ce qui est de l'article 17, l'EIDE ne dépend pas légalement de l'adoption de lignes directrices; cependant, une fois adoptés, tous principes, règles et lignes directrices adoptés par la CP régiront dorénavant l'EIDE.

5. Quels sont les rôles spécifiques de l'OSCST et de l'OSMO face à ces mécanismes?

- L'OSCST et l'OSMO continueront de recommander des décisions à la CP ou à la CP/RP pour faciliter la mise en oeuvre du Protocole, prenant en compte les représentations des Parties, du Secrétariat de la CCCC, d'autres organismes internationaux, et d'organisations non gouvernementales. Les rôles spécifiques seront définis à mesure des progrès.

6. De quels systèmes disposera-t-on pour assurer un audit et une vérification indépendants et la responsabilité du fonctionnement du mécanisme?

- Comme on l'a noté plus haut, les trois mécanismes sont assortis de dispositions différentes quant à l'audit, la vérification, etc.
 - Les articles 6 (MOC) et 17 (EIDE) autorisent, mais n'exigent pas, l'élaboration de lignes directrices supplémentaires pour la vérification et l'établissement de rapports.
 - L'article 12 stipule spécifiquement une « vérification indépendante » des activités de projets.

- La précision des mesures et des rapports (avec des lignes directrices pour la normalisation de l'établissement de rapports) sera essentielle à l'intégrité du régime de Kyoto. puisque les obligations clés font intervenir des cibles exécutoires de limitation des émissions.
- Selon le mécanisme choisi et ses exigences, on pourrait recommander d'utiliser des mécanismes existants déjà dans le secteur privé (pour des aspects tels que la vérification et l'obligation redditionnelle), puisque ces mécanismes ont déjà fait leurs preuves sur les exigeants marchés du secteur privé.
- Le processus d'examen par des experts des mises en oeuvre des obligations contractées aux termes de l'article 3 (auquel les trois mécanismes sont liés) jouera aussi un rôle important pour favoriser l'intégrité des mécanismes.
- Enfin, la communication au public des données sur les émissions et les quantités attribuées, au moyen par exemple de rapports sur Internet, aidera à garantir la transparence.

Projets visés par l'article 6

1. Quels seront les éléments des lignes directrices relatives aux projets visés par l'article 6, en particulier pour assurer la transparence, l'obligation redditionnelle, l'établissement de rapports et la vérification?

- L'article 6 contient les critères et les lignes directrices clés pour les activités de coopération.
- Les paragraphes 3.10 et 3.11 du Protocole établissent que les unités de réduction des émissions transférées entre Parties de l'annexe I à la suite de projets visés par l'article 6 doivent être ajoutées aux quantités attribuées aux Parties ou en être soustraites. Les activités visées par l'article 6 ne changeront donc pas la somme totale des quantités attribuées à chaque Partie de l'annexe I, seulement la distribution de ces quantités entre les Parties.
- A cet égard, il peut s'avérer utile de considérer utiliser initialement le format uniformisé du formulaire de compte rendu développé lors de la phase pilote des AMOC.
- Les lignes directrices concernant l'utilisation de méthodes standard simplifiées pour évaluer l'additionnalité (comme les seuils pour des projets ou des secteurs donnés) pourraient promouvoir la transparence.
- Il faut également prendre note que le processus global d'examen par les experts (y compris l'examen des inventaires par les experts) concernant la conformité à l'article 3 (dont la MOC est une composante) jouera nécessairement un rôle en ce qui a trait à l'obligation redditionnelle et à la vérification.

2. Quels seront les critères pour décider de la ligne de base des projets?

- L'alinéa 6.1(b) exige qu'un projet de MOC « permette une réduction des émissions par les sources, ou un renforcement des absorptions par les puits, s'ajoutant à ceux qui pourraient être obtenus autrement ».
- La phase pilote des AMOC et les travaux connexes ont fourni une quantité considérable d'informations sur la façon d'établir les niveaux de base.
- Le critère fondamental consiste à établir un niveau de base permettant de mesurer l'effet des activités menées dans le cadre du projet par rapport au statu quo. Ce niveau de base pourrait varier d'un secteur et d'un pays à l'autre.

3. Comment la conformité aux articles 5 et 7 du Protocole peut-elle être assurée, et quel est son lien avec les travaux accomplis en vertu de l'article 18?

- La mesure et l'établissement de rapports précis sont essentiels pour assurer l'intégrité du Protocole en général, étant donné la nature des obligations visées.
- A terme, l'article 18 peut promouvoir la conformité avec les articles 5 et 7.
- Cependant, il ne semblerait pas pratique de se fier exclusivement à l'article 18, particulièrement en raison du fait que la procédure visée à cet article peut nécessiter une modification du Protocole et qu'il faudra donc un certain temps avant qu'elle devienne opérationnelle.
- Les mécanismes de flexibilité en soi devraient plutôt être structurés de façon à fournir leurs propres incitatifs en ce qui a trait à la conformité aux articles 5 et 7.
- Dans le cas de la MOC, le Protocole lui-même prévoit (par le biais de l'alinéa 6.1(c)) qu'une Partie visée à l'annexe I pourrait ne pas obtenir d'unités de réduction des émissions si elle ne respecte pas ses obligations en vertu des articles 5 et 7. Une telle clause devrait fournir un incitatif utile aux Parties de l'annexe I, du moins pour celles qui désirent recourir à la MOC, pour se conformer aux dispositions en matière de mesure et d'établissement de rapports du Protocole.
- De plus, nous croyons que la CP devrait accorder une attention particulière, dès le début, à l'élaboration de lignes directrices sur la mesure et l'établissement de rapports exigés en vertu des articles 5 et 7. Ces travaux seront importants non seulement pour les mécanismes de flexibilité, mais aussi pour le Protocole en général.

4. Quelle sera la procédure à suivre pour transférer ou acquérir des unités de réduction des émissions résultant de projets visés à l'article 6?

- Le transfert d'unités de réduction des émissions entre les Parties de l'annexe I, qui entraînent des ajustements des quantités qui leur sont attribuées, devra être approuvé et accepté par les Parties concernées.
- D'après cette approbation et acceptation, les ajustements des quantités attribuées devront être enregistrés, par exemple, dans les inventaires annuels et/ou dans les communications nationales de ces Parties.
- Les Parties seront soumises à toutes les lignes directrices, y compris la vérification et l'établissement de rapports, élaborées par la CP/RP.

5. Quel sera le système utilisé pour vérifier les projets visés à l'article 6?

- Chaque Partie participant à la MOC aura la responsabilité d'approuver et de vérifier chaque projet mené dans le cadre de la MOC, et d'en faire un rapport, dans lequel elle ou une de ses entités légales sont impliquées.
- Le CP/RP peut élaborer d'autres lignes directrices concernant la crédibilité et la transparence des systèmes de vérification nationaux.
- Le degré auquel un projet de MOC respecte les critères internationaux applicables peut également faire partie de l'examen par des experts de la mise en oeuvre des engagements pris à l'article 3, auquel la MOC est évidemment liée.

6. Comment les « entités légales » qui seront impliquées dans ces projets seront-elles définies, et comment la responsabilité de la Partie sur les « entités légales » dans le cadre de ces projets sera-t-elle assurée?

- Il appartient à chacune des Parties de l'annexe I de décider si elle permettra à ses « entités légales » de participer et comment elle le fera. Si elle permet à certaines entités légales ou à toutes de participer, elle doit assurer, par le biais de son système national, que celles-ci le font d'une façon qui soit conforme à toutes les dispositions pertinentes du Protocole ou aux règles adoptées en conséquence.
- Cependant, une décision nationale d'une Partie de l'annexe I de permettre la participation du secteur privé n'exonère pas cette Partie de ses obligations, au niveau gouvernemental, en vertu du Protocole.

7. Comment les avantages d'un projet visé par l'article 6 seront partagés équitablement entre les Parties participantes?

- Le partage de tous les divers avantages d'un projet est matière à négociation entre les Parties impliquées (à remarquer l'exigence stipulée à l'alinéa 6.1(a) à l'effet que tout projet doit avoir l'approbation des Parties concernées).
- Les projets de MOC pourraient également améliorer la capacité des pays hôtes de prendre leurs propres mesures nationales et créer d'autres avantages secondaires dans le pays hôte, comme une réduction des effets locaux de la pollution.

8. Quels seront les critères en matière d'établissement de rapports quant aux projets visés par l'article 6 à la CP/RP?

- La CP/RP est autorisée, en vertu du paragraphe 6.2, à élaborer d'autres lignes directrices, y compris en ce qui a trait à l'établissement de rapports. Ainsi, on pourrait élaborer des critères relatifs au compte rendu, qui pourraient tenir compte du format uniforme du compte rendu pour les AMOC de la phase pilote.
- Les rapports présentés par les Parties doivent comprendre, au moins, l'information sur le projet; quelles étaient les émissions de base et les émissions « avec le projet » et comment elles ont été déterminées; l'information adéquate pour démontrer que le projet a été accepté par les Parties concernées.

Article 12 - Mécanisme pour un développement « propre »

1. Quels seront les critères qui permettront d'assurer un équilibre où chaque projet MDP atteindra l'objectif d'aider les pays en développement Parties à parvenir à un développement durable, et ce en accord avec leur stratégie et leurs priorités nationales, ainsi qu'à aider les pays développés à remplir leurs engagements prévus à l'article 3?

- Le paragraphe 5 de l'article 12 stipule que les réductions d'émissions obtenues pour chaque activité doivent être certifiées sur la base, entre autres, de la participation volontaire approuvée par chaque partie concernée.
- Ainsi, un pays hôte aura l'occasion de s'assurer que tout projet relatif au MDP, auquel il a potentiellement pris part, respecte sa stratégie et ses priorités nationales en matière de développement durable.

2. Comment s'assurer que le MDP soit placé sous l'autorité et la gouverne de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole?

- Le paragraphe 4 de l'article 12 prévoit expressément que le MDP doit être placé sous l'autorité de la CP/RP.
- Le rôle de surveillance de la CP/RP sera assuré :
 - en vertu de son mandat à l'égard du conseil exécutif;
 - par l'examen continu des activités du conseil exécutif et des entités opérationnelles;
 - par l'élaboration de modalités et de procédures générales visant à assurer la transparence, l'efficacité et la responsabilité par la tenue d'audits et de vérifications des activités par des organismes indépendants;
 - par la désignation des entités opérationnelles.

3. Comment s'assurer que le conseil exécutif du MDP fonctionne sous l'autorité et la gouverne de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole?

- Voir la réponse à la question 2 plus haut.

4. Quels seront la composition, le caractère et les fonctions du conseil exécutif du MDP?

- La composition, le caractère et les fonctions du conseil exécutif seront en partie fonction de la forme et des rôles du MDP dans son ensemble.
- En conséquence, il est logique et pratique de décider quelles seront les fonctions des différents aspects du mécanisme dans son ensemble avant de commencer à examiner la forme et les fonctions possibles des divers composants institutionnels. Nous espérons que cette importante question fera l'objet de nouveaux débats avec le G-77 et la Chine aussi bien qu'avec d'autres Parties.

5. Comment les réductions d'émissions d'un projet MDP seront-elles certifiées? Quelles seront les procédures de certification et qui les mettra en application?

- Selon le paragraphe 5 de l'article 12, la certification des projets MDP sera effectuée sur la base de trois critères : a) la participation volontaire approuvée par chaque Partie concernée; b) l'activité offre des avantages réels, mesurables et durables liés à l'atténuation des changements climatiques et c) les réductions d'émissions doivent « s'ajouter à celles qui auraient lieu en l'absence de l'activité certifiée ». Il faut élaborer des procédures de certification claires et transparentes pour ces critères afin de s'assurer que les investissements dans les MDP mèneront à des réductions d'émissions qui soient acceptables.
- Les réductions seront déterminées une fois qu'elles se seront effectivement produites et qu'elles refléteront le rendement du projet, mesuré en fonction d'un ensemble de mesures du rendement. L'établissement de rapports sur les activités relatives au MDP, à la fois par les parties et les entités opérationnelles, apportera de l'information supplémentaire sur les avantages des transferts et des acquisitions d'unités de réduction certifiée des émissions. Nous préférons les entités opérationnelles indépendantes et décentralisées afin de réduire les frais de transaction potentiels.

6. Comment définir et chiffrer « une partie » dans « ... une partie de leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions » à l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 12 du Protocole?

- L'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 12 stipule que les Parties visées à l'annexe I peuvent utiliser les réductions d'émissions certifiées découlant des activités de projet pour remplir une partie des engagements chiffrés prévus à l'article 3, conformément à la décision de la CP/RP.

- L'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 12 prévoit que la CP/RP décidera de la façon dont les « Parties visées à l'annexe I peuvent utiliser les réductions d'émissions certifiées obtenues grâce aux activités pour remplir une partie de leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions prévus à l'article 3 ». Cependant, nous ne sommes pas d'accord avec le fait que la CP/RP doive chercher à chiffrer « une partie de leurs engagements » pour plusieurs raisons, dont les suivantes :
 - moins de projets seront ainsi amorcés, ce qui réduira le nombre d'avantages directs (p. ex., nouvelle technologie, investissement) pour les Parties ne figurant pas à l'annexe I;
 - Si on réduit « l'échelle » des projets MDP, moins de fonds seront disponibles pour financer le coût de l'adaptation (paragraphe 8 de l'article 12) dans les pays en développement vulnérables;
 - l'imposition d'un plafond aux activités MDP créera des problèmes de mise en œuvre pour certaines Parties de l'annexe I. Par exemple, plus une Partie approche un tel plafond, plus il sera difficile pour celle-ci, ou pour une société privée, d'évaluer si elle peut réellement estimer l'éventuelle réduction certifiée des émissions en vue de se conformer aux engagements prévus à l'article 3.

7. Comment s'assurer que les gouvernements prennent leurs responsabilités et jouent leur rôle à chaque étape des projets MDP?

- La responsabilité de mettre en application les obligations prévues par le Protocole demeure celle des gouvernements.
- Dans la mesure où une Partie décide de permettre au secteur privé de participer au MDP, s'assurer qu'une telle participation est effectuée conformément aux dispositions du Protocole ou aux règles/lignes directrices y afférentes devient une question de responsabilité nationale.
- Les gouvernements ne figurant pas à l'annexe I joueront un rôle clé dans la détermination des projets qui seront admissibles à une certification, à l'intérieur de leurs frontières, en vertu du MDP ainsi que dans la détermination de la participation des entités qui relèvent de leur autorité à ce mécanisme et de la façon dont ces dernières contribueront.
- À l'intérieur du cadre établi par la CP/RP (et par le conseil exécutif s'il y a lieu), les parties auront pleine latitude pour déterminer l'étendue de leur participation aux projets MDP et aux réductions d'émissions certifiées qui en découlent.

8. De quelle façon s'assurera-t-on que l'entité opérationnelle du MDP, désignée par la CP, fonctionne sous l'autorité de cette dernière et que sa direction est indépendante de celle des organismes en place?

- Premièrement, la CP/RP a la responsabilité de désigner toutes les entités opérationnelles du MDP.
- Deuxièmement, les entités opérationnelles seront assujetties à toutes les règles/lignes directrices de fond et de procédure qui régissent les activités du MDP.
- Troisièmement, les entités opérationnelles seront supervisées par le conseil exécutif qui, à son tour, est placé sous l'autorité de la CP/RP.

9. Comment le paragraphe 6 de l'article 12 du Protocole sera-t-il mis en application ? Quels seront les critères et les processus à respecter pour organiser le financement nécessaire?

- À notre avis, la majeure partie des projets MDP seront réalisés grâce à l'investissement du secteur privé. Dans certains cas, les parties peuvent contribuer. Le mouvement des investissements sera fonction de la disponibilité des projets admissibles, du taux de rendement potentiel des investissements et de la valeur des réductions d'émissions certifiées, s'il existe un marché.
- Dans les cas où le financement n'existe pas, le MDP peut aider à organiser un tel financement, notamment en faisant office de centre d'échange d'information et en faisant bien connaître la nature des projets pour lesquels on demande du financement.
- Il est possible qu'une « procédure » soit nécessaire pour organiser le financement (afin de, par exemple, s'assurer qu'il n'existe aucun conflit d'intérêt potentiel entre les organismes qui certifient les réductions d'émissions et qui peuvent également organiser le financement), mais il n'est pas sûr que des « critères » soient requis, puisque le MDP en tant que tel n'offrira pas de financement.

10. Comment s'assurer de l'indépendance de l'audit et de la vérification des activités liées au MDP?

- Conformément au paragraphe 7 de l'article 12, le seul objectif des modalités/procédures que doit élaborer la CP/RP est de faire en sorte que l'audit et la vérification des projets sont réalisés par des organismes indépendants.
- Les règles d'audit et de vérification doivent être à la fois strictes et rentables dans la mesure où les fonds consacrés à l'audit et à la vérification seront puisés en dernier recours dans les projets — ce qui, par conséquent, entraînera une diminution des projets mis de l'avant.
- Pour éviter les conflits d'intérêt, les entités qui participent à l'audit et à la vérification ne devraient pas être les mêmes que celles qui participent à l'élaboration et au lancement des projets.
- Utiliser les organismes en place, y compris ceux déjà utilisés dans le secteur financier,

peut permettre de rationaliser le processus de façon substantielle et mener à un système rigoureux fondé sur des principes éprouvés.

- La présence de multiples entités opérationnelles peut être précieuse, puisque chacune d'elles peut acquérir une expertise dans des régions ou des types de projets particuliers, ce qui engendrera une plus grande confiance à l'égard des résultats obtenus.

11. Quels seront les critères qui serviront à établir les conditions de base des projets?

- La mesure des retombées réelles et durables de l'atténuation des changements climatiques exigeraient l'élaboration de scénarios de référence pour démontrer que les projets sont à l'origine d'émissions réelles de gaz à effet de serre moindre que les émissions habituelles (maintien du statu quo). Afin d'assurer la cohérence des projets de même nature tout en réduisant au minimum le coût des transactions, il est important de déterminer le niveau de détail requis pour élaborer les scénarios de référence applicables aux projets (par exemple, devons-nous établir les scénarios de référence au niveau du projet, du secteur ou du pays). Les lignes directrices en matière de mesure et de vérification des scénarios de référence devraient tenir compte de la façon dont ces scénarios pourraient évoluer dans le futur.
- Les scénarios de référence peuvent être établies (pour, par exemple, déterminer l'« additionnalité ») en employant une approche du type « modèle ». Il s'agit d'une norme de rendement de nature historique ou axée sur l'avenir. Elle permet de différencier les activités qui génèrent des réductions des émissions de gaz à effet de serre excédant les réductions de base de celles qui n'en génèrent pas. Plus simplement, les activités qui présentent un rendement meilleur que celui établi par le modèle respectent le critère de l'additionnalité. Les projets que ne sont pas admissibles à l'approche du type modèle ou ceux pour lesquels des critères n'ont pas été ou n'ont pu être établis peuvent être considérés séparément, de façon ponctuelle.

12. Quand les pays développés Parties bénéficieront-ils des projets MDP?

- En ce qui concerne la participation d'une Partie visée à l'annexe I à un MDP par l'acquisition d'unités de réduction d'émissions, les réductions seront certifiées si elles proviennent d'activités exécutées dans le cadre de projets (notamment ceux qui auront lieu entre l'an 2000 et 2008) et peuvent être utilisées par la Partie pour l'aider à remplir ses engagements prévus à l'article 3 pour la période d'engagement.

13. Quelles seront les mesures prises en cas de non-conformité si un projet MDP ne respecte pas les critères du MDP?

- Cette situation hypothétique risque peu de se produire si le processus de certification en deux étapes suivant est adopté :
 - certification d'un projet pour estimer les réductions d'émissions possibles et ce, dans le but de qualifier le projet en question en tant que projet MDP;

- certification d'une réduction précise des émissions basée sur les émissions réelles enregistrées après le début du projet.
- Cependant, si un cas de non-conformité survenait-, il en résulterait que toutes les réductions obtenues par le projet ne pourraient être utilisées par une Partie de l'annexe I pour remplir une partie de ses engagements prévus à l'article 3.

14. Comment déterminer la « part des fonds » qui servira à couvrir les dépenses administratives et à financer le coût de l'adaptation et comment sera effectuée sa répartition?

- La « part des fonds » est fonction des unités de réduction d'émissions découlant d'une activité exécutée dans le cadre d'un projet et est déterminée à l'avance; son utilisation est effectuée selon les prévisions.
- La répartition des fonds prévus pour couvrir les dépenses administratives et de ceux servant à financer le coût de l'adaptation ne peut être déterminée avant que la structure opérationnelle et institutionnelle du MDP n'ait été établie. Cependant, plus les dépenses administratives seront basses, plus les fonds disponibles seront élevés pour financer le coût de l'adaptation.

15. À qui revient la responsabilité des entités privées ou publiques autorisées par une partie à participer aux projets MDP?

- Il revient au système national d'une partie visée à l'annexe I de s'assurer que toutes les entités qu'elle autorise à participer au MDP respectent les dispositions du Protocole pertinent et les règles/lignes directrices adoptées.
- La responsabilité de se conformer aux obligations du Protocole revient, en dernier lieu, à la partie et non aux entités qui peuvent avoir obtenu l'autorisation de participer sur le plan national.

16. Comment assurer une distribution équitable des projets MDP de façon que tous les pays en développement Parties et, plus particulièrement, ceux qui sont les moins développés en bénéficient en plus d'assurer une distribution des projets qui n'exacerbent pas les déséquilibres régionaux/infrarégionaux?

- Il faut demander au Secrétariat de produire des rapports à intervalles réguliers à la CP/RP sur la distribution régionale des projets MDP.
- En outre, il faut inciter les parties à aider les pays en développement participants à la création de capacités et à d'autres activités visant à faciliter l'utilisation du MDP dans les pays d'accueil éventuels, fondées sur des demandes d'aide adressées à ces derniers. Certaines de ces activités sont déjà en cours de réalisation, mais il faut inciter davantage à la création de capacités, car le MDP connaît des améliorations constantes.
- Le MDP est un mécanisme axé sur le marché, et les décisions prises en matière

d'investissement (particulièrement dans le secteur privé) influenceront sur la distribution des projets MDP. Les pays en développement peuvent influencer sur la distribution des activités exécutées dans le cadre de projets MDP en promouvant un climat d'investissement favorable à l'élaboration de tels projets à l'intérieur de leurs frontières.

17. Comment s'assurera-t-on que le financement des projets MDP sera inclus en supplément de la contribution de l'APD et d'autres programmes de financement internationaux, en supplément et séparément des obligations financières prévues par le FEM et en supplément des obligations financières des parties, conformément à la Convention et au Protocole?

- On s'attend à ce que le MDP soit financé en grande partie par le secteur privé. Dans ce cas, la question du financement par l'APD et des obligations financières prévues par la Convention-cadre ne sera pas soulevée.
- En outre, l'établissement d'un MDP ne modifiera en aucune façon les obligations financières des Parties de l'annexe I en vertu de la Convention-cadre. Dans le cas où un gouvernement signataire participe au MDP, le financement du MDP ne pourra pas « compter en double »; même observation pour la mise en application de ses obligations financières prévues au paragraphe 3 de l'article 4 de la Convention-cadre.

18. Comment partager équitablement les avantages économiques supplémentaires, s'il y en a, d'un projet MDP entre les parties participantes?

- La signification des « avantages économiques supplémentaires » n'est pas clairement définie dans cette question (le terme ne se trouve pas dans l'article 12). Cependant, le partage des bénéfices liés aux activités exécutées dans le cadre de projets est un problème dont la résolution tient entièrement à des négociations qui devront être menées entre les parties ou les entités privées participant à un projet particulier.

19. Comment les Parties déclareront-elles leurs projets MDP à la CP/RP?

- À l'opposé de l'article 6, l'article 12 du Protocole ne traite pas de manière spécifique de la déclaration des activités exécutées dans le cadre de projets ou des unités de réduction d'émissions obtenues par des projets particuliers.
- L'utilisation des réductions d'émissions certifiées provenant d'activités exécutées dans le cadre de projets MDP dans le but de remplir les engagements prévus à l'article 3 sera déclarée en vertu de l'article 7 du Protocole; des exigences plus détaillées relatives aux déclarations peuvent faire partie des modalités/procédures à adopter en vertu du paragraphe 7 de l'article 12, selon l'étendue à laquelle elles sont liées à la vérification et à l'audit.

20. Quelles sont les implications du paragraphe 10 de l'article 12 du Protocole?

- Le paragraphe 10 de l'article 12 permet l'accumulation d'unités de réduction d'émissions obtenues entre l'an 2000 et le début de la première période d'engagement.

- Les dispositions :
 - incitent les parties et leurs entités privées à commencer les projets tôt, ce qui présenterait des retombées positives pour les pays visés et non visés par l'annexe I ainsi que pour l'atmosphère;
 - prévoient l'investissement de capitaux et l'établissement de nouvelles technologies dans les pays non visés par l'annexe I avant la période d'engagement;
 - prévoient une part des fonds provenant d'activités exécutées dans le cadre de projets pour aider les pays en développement Parties vulnérables à financer d'avance les coûts de l'adaptation.
- Puisque les modalités, procédures et institutions nécessaires au fonctionnement du MDP ne peuvent être opérationnelles avant l'an 2000, il faut clarifier le fait que les entités opérationnelles pourront rétroactivement certifier, à partir de l'an 2000, des réductions d'émissions obtenues par une activité exécutée dans le cadre d'un projet ayant débuté avant que le MDP ne soit opérationnel, pourvu que les réductions d'émissions répondent à tous les critères applicables.

Phase pilote des AMOC

Même si une section réservée aux questions relatives à la phase pilote des AMOC n'a pas été incluse dans le document -G-77 MISC.1/Add. 5, nous avons formulé quelques commentaires supplémentaires à ce propos.

Quelles seront les prochaines étapes de la phase pilote des AMOC?

- Les Parties soumettent actuellement leur troisième rapport à la CCCC sur les projets de mise en œuvre conjointe. Ces rapports serviront de fondement sur lequel le Secrétariat de la CCCC préparera un rapport de synthèse qui devra être étudié à la CP-4 et qui aboutira à une prise de décision sur la phase pilote des AMOC.
- Les étapes requises concernant la prise de décision sur la continuité ou l'arrêt de la phase pilote sont :
 - préparer un rapport de synthèse sur l'état d'avancement de la phase pilote des AMOC qui inclura les questions de méthodologie, le calcul des conditions de base, les réductions d'émissions réelles et potentielles découlant des projets, la distribution géographique et sectorielle des projets, les structures institutionnelles établies dans les Parties visées et non visées par l'annexe I et les leçons qu'on en a retirées;
 - solliciter des commentaires sur le rapport de synthèse de la part des Parties avant sa présentation à la CP-4 et préparer un rapport sur les présentations des parties;
 - solliciter des commentaires sur le format uniforme des rapports et préparer un rapport pour fins d'étude;

- entre la CP-4 et la CP-5, mener une évaluation finale de la phase pilote des AMOC pour résumer l'expérience acquise. Cette évaluation pourra être menée par le Secrétariat, selon une décision de la CP-4, et devra inclure des procédures visant la participation accrue des parties et d'autres groupes importants externes aux gouvernements.

Échange international de droits d'émissions, article 17

1. Comment les droits d'émissions des Parties appartenant aux pays industrialisés seront-ils déterminés et créés en vue des échanges? Ce processus sera-t-il conforme au principe d'équité, en tenant compte de la responsabilité historique et actuelle des pays industrialisés en matière de changement climatique et de l'objectif ultime de la Convention?

- La question semble concerner sur de futures négociations sur les allocations qui sont à l'origine de l'EIDE, soit les quantités attribuées mentionnées dans le Protocole.
- Les quantités attribuées dans le cadre du Protocole de Kyoto ont été négociées de façon à refléter les responsabilités accrues des pays industrialisés (en ce qu'elles ne s'appliquent pas aux pays en développement) et l'« équité » (en ce qu'elles sont différenciées en fonction de diverses considérations équitables).
- Si les principes de l'article 3 de la Convention-cadre doivent être invoqués dans le contexte de l'EIDE, il faut remarquer que le paragraphe 3.3 prévoit que les « politiques et mesures qu'appellent les changements climatiques requièrent un bon rapport coût-efficacité, de manière à garantir des avantages globaux au coût le plus bas possible ». L'EIDE fournit assurément la possibilité d'établir des objectifs d'émissions des gaz à effet de serre au coût le plus bas possible.

2. Comment faire en sorte que tout échange de droits d'émissions entre pays industrialisés Parties à la Convention viendront s'ajouter aux mesures nationales afin de respecter leurs engagements quantifiés en matière de limitation et de réduction des émissions?

- Voir la réponse donnée à la question 2, à la section Généralités.

3. Comment faire en sorte que tout échange de droits d'émissions entre pays industrialisés Parties à la Convention se traduira par une limitation et une réduction réelles et mesurables des émissions de GES afin d'atteindre l'objectif de la Convention, et ainsi contribuer à la protection de l'environnement?

- Voir la réponse donnée à la question 3, à la section Généralités.
- De plus :
 - L'exactitude de la mesure et de l'établissement de rapports par les Parties de

l'annexe I est essentielle à la bonne mise en oeuvre des obligations du Protocole, quel que soit l'EIDE. Il est donc hautement prioritaire de procéder rapidement à l'élaboration de lignes directrices sur la mesure et l'établissement de rapports.

- L'EIDE n'aura pas d'effets négatifs sur l'environnement. L'échange servira à réallouer les quantités attribuées existantes entre les Parties de l'annexe I, leur obligation globale restant la même. Il est plus vraisemblable que l'échange de droits d'émissions contribuera grandement à la protection de l'environnement étant donné que les Parties pourront adopter des objectifs plus ambitieux, ce qui les encouragera à ratifier le Protocole et permettra une conformité rentable aux engagements pris en vertu de l'article 3.
- Certains ont exprimé des préoccupations à l'effet que des Parties auront des allocations d'émissions « excédentaires » qui ne devraient pas être échangées parce que cela permettrait des émissions qui n'auraient autrement pas lieu. Outre les problèmes techniques et administratifs causés par une telle approche (et le fait que le Protocole permet un tel échange), il est faux de dire que l'échange de telles allocations se traduirait par des émissions plus fortes que ce qui aurait été le cas si l'échange n'avait pas été permis, parce qu'une Partie possédant des allocations d'émissions « excédentaires » aurait de toute façon la permission de mettre ces allocations « en banque » en vertu du paragraphe 3.13, pour les utiliser au cours d'une période d'engagement subséquente.

4. Quelles seront, dans une région donnée, les incidences environnementales ou économiques de l'échange de droits d'émissions entre pays industrialisés Parties à la Convention?

- Les aspects environnementaux sont traités à la réponse à la question 3 ci-haut.
- D'un point de vue économique, l'EIDE entre pays de l'annexe I devrait se traduire par des réductions d'émissions là où les coûts de dépollution sont les plus bas, réduisant ainsi les incidences économiques. L'EIDE devrait procurer le plus grand avantage global en maximisant l'utilisation de ressources financières limitées. La nature volontaire de la participation au système d'échange en général, ainsi qu'à chaque échange en particulier, assure en effet que chacun des participants sera dans une bien meilleure position parce que les Parties choisiront l'échange seulement s'il est à leur avantage.

5. Comment faire en sorte que tout échange de droits d'émissions entre pays industrialisés reflète entièrement le principe d'équité entre les pays industrialisés et les pays en développement?

- L'EIDE, en ce qu'il ne fait que réallouer les quantités attribuées et ne modifie en rien la quantité totale attribuée aux Parties de l'annexe I, ne modifiera pas l'« équité » entre les pays industrialisés et les pays en développement qui a été établie en adoptant le Protocole de Kyoto.

6. Comment assurer que l'échange de droits d'émissions entre pays industrialisés sera conforme aux principes, modalités, règles et lignes directrices, y compris toute procédure de conformité à définir par la CP?

- Les vues à ce sujet sont contenues en détail dans le rapport non officiel, FCCC/SB/1998/MISC.1/Add.1/Rev.1.
- Une fois les principes, modalités, etc. adoptés en vertu de l'article 17, ils régiront l'EIDE, et les Parties de l'annexe I devront s'y conformer.
- Si une Partie de l'annexe I choisit de permettre la participation de son secteur privé, il sera de la responsabilité nationale de cette Partie de faire en sorte que cette participation soit conforme aux règles, etc. mentionnées à l'article 17.
- Outre toute procédure de conformité qui pourrait être adoptée en vertu de l'article 18, les règles d'échange en vertu de l'article 17 pourraient (et devraient) fournir des éléments de conformité appropriés, particulièrement en ce qui a trait à la vérification, à l'établissement de rapports et à l'obligation redditionnelle. Par exemple,
 - il devrait y avoir des liens entre la capacité d'échanger et le fait de se conformer aux obligations de mesure et d'établissement de rapports en vertu des articles 5 et 7, ainsi que de maintenir des systèmes d'enregistrements nationaux appropriés;
 - il devrait y avoir un rapport annuel sur les activités d'échange;
 - le public devrait avoir accès aux données sur les émissions et les quantités attribuées;
 - il doit y avoir une évaluation de la conformité à la fin de la période d'engagement, le système étant assorti de mesures dissuasives particulièrement appropriées à l'EIDE.
- Une mesure de dissuasion adoptée en vertu des règles qui régissent l'échange pourrait consister à interdire ou restreindre le droit d'une Partie (et par conséquent de ses entités légales) de transférer les quantités attribuées si elle est trouvée en violation des règles régissant l'échange et/ou si elle ne se conforme plus aux conditions de participation au système.
- Nous espérons qu'il y aura un plein échange de vues de chacun sur les principes, modalités, règles et lignes directrices pour l'EIDE lors de la CP4, comme le demande la décision 1/CP3.

PAPER NO. 2

**RESPUESTAS A LAS PREGUNTAS DEL G-77 Y CHINA SOBRE
LOS MECANISMOS DE FLEXIBILIDAD**

El presente documento consiste en las respuestas presentadas por Australia, el Canadá, los Estados Unidos, la Federación Rusa, Islandia, el Japón, Nueva Zelandia, Noruega, y Ucrania a las preguntas planteadas por el Grupo de los 77 y China en el documento FCCC/SB/1998/MISC.1/Añad. 5. Representa los puntos de vista preliminares de esos países y tiene la intención de facilitar los debates futuros sobre estas cuestiones tan importantes.

Cuestiones generales

1. ¿Cuáles son las diferencias y las similitudes entre los tres mecanismos previstos en el Protocolo de Kioto al Convenio?

Las similitudes:

- Los tres mecanismos son voluntarios, están orientados al mercado y servirán para beneficiar el medio ambiente porque contribuirán a que las Partes en el Anexo I cumplan con sus compromisos en materia de emisiones, y en el caso de los proyectos conforme al artículo 6 (la implementación conjunta, IC; siglas en inglés, JI) y conforme al artículo 12 (el mecanismo para un desarrollo limpio, MDL; siglas en inglés, CDM), estimularán aún más el desarrollo y la transferencia de tecnologías y prácticas que reduzcan las emisiones.
- Los tres mecanismos contribuirán a que las Partes cumplan con sus compromisos en materia de emisiones de manera eficaz en función de los costos.
- Los tres mecanismos, en definitiva, introducirán ajustes en las cantidades atribuidas a las Partes en el Anexo 1.
- Los tres mecanismos brindarán oportunidades para transferencias potencialmente importantes de tecnología y recursos, tanto del sector privado como del público, a países cuyas economías están en vías de transición o en desarrollo.
- Los tres mecanismos permitirán la participación del sector privado, pero la responsabilidad de cumplir con las obligaciones del Protocolo seguirá recayendo sobre los Gobiernos.

Principales diferencias:

- El comercio internacional de los derechos de emisión (CIDE; siglas en inglés, IET) y la IC consistirán en transacciones entre las Partes y entidades en el Anexo 1, mientras que las transacciones del MDL se efectuarán entre las Partes y entidades incluidas en el Anexo 1 y las no incluidas en el Anexo I.
- La IC y el MDL consistirán en proyectos específicos, a diferencia del CIDE.
- Con respecto a la IC y el MDL, existen similitudes con respecto al tipo de proyectos y a los métodos de medición de las reducciones de las emisiones. Sin embargo, también hay diferencias entre ellas, puesto que las reducciones conseguidas por la IC al final se

restarán de las cantidades atribuidas a una Parte que tenga un compromiso nacional, pero las reducciones conseguidas por el MDL no se restarán. Por lo tanto, los criterios de adicionalidad resultan especialmente importantes para el buen funcionamiento del MDL.

- El CIDE y la IC obligan a la reasignación de las cantidades atribuidas, pero el total de éstas permanece constante. A diferencia, las unidades del MDL están fuera del presupuesto nacional, y representan unidades que se agregarán al total inicial de las cantidades atribuidas al Anexo I.
- El CIDE, la IC y el MDL son mecanismos que contribuirán a que las Partes en el Anexo I cumplan con sus compromisos en materia de emisiones. Sin embargo, el MDL también ayudará a las Partes que no están incluidas en el Anexo I a alcanzar el desarrollo sostenible porque alentará la inversión y la transferencia de tecnología.
- De los tres mecanismos, sólo el MDL prevé la formación de una Junta Ejecutiva y exige la certificación por medio de determinadas entidades operacionales internacionales.
- En cuanto a las decisiones sobre normas o directrices, la Conferencia de las Partes (CP) tomará esas decisiones con respecto al CIDE, mientras que la Conferencia de las Partes en calidad de reunión de las Partes en el Protocolo (CP/rPP) las tomará con respecto a la IC y el MDL.
- El artículo 12 (sobre el MDL) exige normas adicionales con respecto a la certificación de los proyectos, pero el artículo 6 (sobre la IC) no las impone absolutamente.
- Aparte de las similitudes y las diferencias que haya entre los tres mecanismos, los tres tienen que llevarse a cabo de manera que se reduzca al mínimo la complejidad, se proporcionen oportunidades económicamente eficaces para cumplir con los compromisos de reducción de emisiones, se rebaje el costo de las transacciones y se sostenga la intercambiabilidad de las unidades de reducción de emisiones.

2. ¿Cómo se puede asegurar que los países desarrollados utilicen principalmente las medidas nacionales para la limitación y reducción de las emisiones de gases de efecto invernadero (GEI), y que los mecanismos que se apliquen en el exterior sirvan sólo para complementarlas, con el fin de que los países desarrollados cumplan con sus compromisos cuantificados de limitación y reducción de las emisiones?

- Los artículos 6 y 17 del Protocolo de Kioto exigen que la IC y el CIDE sean “suplementarios a las medidas nacionales” adoptadas a los efectos de cumplir con los compromisos contraídos en virtud del artículo 3. Sin embargo, debe observarse que el Protocolo no exige que las medidas nacionales sean la vía “principal” para limitar las emisiones de gases de efecto invernadero. Como se recordará, no hubo consenso en favor de las propuestas acerca de la IC y el CIDE que habrían exigido que las medidas nacionales fueran la vía principal para cumplir con los compromisos contraídos según el artículo 3; esas propuestas, por lo tanto, no se incorporaron al Protocolo.

- Las Partes en el Anexo I toman medidas nacionales importantes para reducir las emisiones, y tienen la intención de tomar otras equiparables. (Consulte las comunicaciones de las diversas naciones, que traen ejemplos de las medidas nacionales de las Partes.)
 - Varias Partes han tomado o anunciado medidas específicas para alentar a la pronta reducción de los gases de efecto invernadero, por medio de una mejor divulgación de la tecnología existente, el financiamiento de investigaciones adicionales encaminadas a elaborar tecnologías nuevas, la continuación o mejora del uso de los incentivos económicos, y la puesta en práctica de sistemas nacionales de intercambio de derechos de emisiones de gases de efecto invernadero.
 - Las medidas nacionales de las Partes se examinarán por medio de la examinación pormenorizada de las comunicaciones nacionales.
- Con respecto a la recomendación de que se cuantifique la expresión de componenda “suplementaria” de los artículos 6 y 17, que se negoció con tanto cuidado, el Protocolo ni autoriza ni exige ese planteamiento.
 - Como se señala en el “Documento no oficial sobre principios, modalidades, normas y directrices para un régimen internacional de comercio de los derechos de emisión” (FCCC/SB/MISC.1/Añad.1/Rev.1), el CIDE será más eficaz para reducir las emisiones al menor costo si no se restringen las unidades de cantidades atribuidas que se pueden transferir o adquirir para contribuir a cumplir con la cantidad atribuida a una Parte. Si se restringe la flexibilidad intrínseca de estos mecanismos, aumentará apreciablemente el costo de lograr nuestros objetivos ambientales.
 - Esa restricción cuantitativa sobre el CIDE resultaría técnicamente difícil de definir y diseñar, y su aplicación podría necesitar un régimen gubernamental de vigilancia y aprobación que resultaría complicado aplicar, y aumentaría significativamente los costos de cada transacción.

3. ¿Cómo se puede asegurar que estos mecanismos logren que los países desarrollados limiten y reduzcan, en términos efectivos y verificables, sus emisiones de gases de efecto invernadero?

- El Protocolo de Kioto establece compromisos jurídicamente vinculantes sobre las emisiones de las Partes en el Anexo I. En consecuencia, la buena aplicación del Protocolo dependerá de la exactitud en la medición y en la presentación de informes, sin tener en cuenta el grado en que esas Partes hagan uso de los mecanismos de flexibilidad.
- Además, hay formas de estructurar los mecanismos para que estimulen aún más la exactitud de la medición y la presentación de informes:

- El artículo 6 (sobre la IC) ya dispone que las Partes en el Anexo I no podrán adquirir unidades de reducción de las emisiones si no han dado cumplimiento a sus obligaciones conforme a los artículos 5 y 7.
- Como ya se expresa en el antedicho “Documento no oficial sobre principios, modalidades, normas y directrices para un régimen internacional de comercio de los derechos de emisión” (FCCC/SB/MISC.1/Añad.1/Rev.1), estamos en favor de que en el reglamento del CIDE se vincule la participación en el comercio y en el cumplimiento con los artículos 5 y 7.
- Con respecto al MDL, el artículo 12 refleja de la importancia que las Partes dan a la necesidad de lograr reducciones auténticas. Los proyectos del MDL se verificarán según pautas convenidas para el cálculo de los puntos de comparación (líneas de base) del proyecto o de los medios técnicos, la medición de la reducción en las emisiones a consecuencia del proyecto, y la presentación de informes transparentes sobre los resultados que posibiliten su evaluación de parte de terceros. Las experiencias que se logren en la fase piloto de las Actividades Implementadas Conjuntamente (AIC; siglas en inglés, AIJ) tal vez den información valiosa acerca de las metodologías útiles a este respecto.

4. ¿Cómo se puede asegurar que la Conferencia de las Partes (CP) o la Conferencia de las Partes en calidad de reunión de las Partes en el Protocolo (CP/rPP) seguirán a cargo de todas las etapas de definición, elaboración, estructuración e institucionalización de los mecanismos?

- Conforme al Protocolo (y como se observa en parte en lo anterior), la CP y la CP/rPP tienen funciones diferentes en lo que respecta a los tres mecanismos. Por ejemplo, la elaboración estructuración del MDL obligará a la toma de muchas decisiones por la CP/rPP con respecto a cuestiones de fondo e institucionales. A cambio, la IC pudiera aplicarse conforme al artículo 6 sin que la CP/rPP tome nuevas decisiones, ya que el artículo 6 sólo estipula que la CP/rPP “podrá” establecer otras directrices. En lo que respecta al artículo 17, el CIDE no depende, desde el punto de vista jurídico, de que se aprueben directrices, aunque a partir de su adopción, cuantos principios, normas y directrices aprobara la CP regirían el CIDE.

5. ¿Qué funciones específicas desempeñan los Organismos Subsidiarios de Asesoramiento Científico y Tecnología (OSACT) y de Ejecución (OSE) con respecto a estos mecanismos?

- Estos dos organismos, el OSACT y el OSE, seguirán cumpliendo la función de recomendar decisiones a la CP o a la CP/rPP, para facilitar la puesta en práctica del Protocolo, teniendo en cuenta los documentos presentados por las Partes, la Secretaría del Convenio Marco sobre Cambio Climático y otros órganos internacionales, así como los aportes de las organizaciones no gubernamentales. Sus funciones específicas se irán señalando a medida que se progrese.

6. ¿Cuáles serán las sistemas para asegurar la independencia de la auditoría,

verificación y rendición de cuentas en la aplicación de estos mecanismos?

- Como se expresa anteriormente, hay disposiciones diferentes para los tres mecanismos en lo que respecta a la verificación, las auditorías, etc.
 - Los artículos 6 (sobre la IC) y 17 (sobre el CIDE) autorizan la formulación de nuevas directrices sobre la verificación y presentación de informes, pero no las exigen.
 - El artículo 12 estipula específicamente la “auditoría y verificación independientes” de las actividades de los proyectos.
- La exactitud en la medición y presentación de informes (lo cual incluye la formulación de directrices para la uniformidad en la presentación de informes) tendrá una importancia decisiva para asegurar el buen funcionamiento del régimen de Kioto, puesto que sus obligaciones principales imponen compromisos jurídicamente vinculantes con respecto a la limitación de las emisiones.
- Según el mecanismo que sea y los requisitos correspondientes, puede ser aconsejable usar los medios existentes en el sector privado para efectuar ciertas tareas, como las de auditoría y contabilidad, en vista que muchos de esos medios ya se han sometido a prueba en las condiciones exigentes del mercado.
- El procedimiento de revisión por expertos del cumplimiento de las obligaciones contraídas en virtud del artículo 3 (que tienen que ver con los tres mecanismos) tendrá también una función importante en promover el buen funcionamiento de esos mecanismos.
- Por último, la divulgación de los datos sobre las emisiones y las cantidades atribuidas, efectuada, por ejemplo, a través de *Internet*, contribuiría a asegurar la transparencia.

Proyectos conforme al artículo 6

1. ¿Cuáles serán los elementos de las directrices para los proyectos conforme al artículo 6, en particular, los dirigidos a asegurar la transparencia, rendición de cuentas, presentación de informes y verificación?

- En el artículo 6 figuran los criterios y las directrices principales para las actividades cooperativas.
- Los párrafos 10 y 11 del artículo 3 estipulan que las unidades de reducción de las emisiones que se transfieran entre las Partes en el Anexo I a consecuencia de proyectos ejecutados conforme al artículo 6 se sumarán a las cantidades atribuidas de las Partes o se restarán de ellas. Por lo tanto, las actividades que se efectúen conforme al artículo 6 no cambiarán el total de las cantidades atribuidas a las Partes en el Anexo I, sólo la distribución de esas cantidades entre las diversas Partes.
- Los cambios en las cantidades atribuidas se notificarán anualmente y se podrán seguir

de esa manera. En este sentido, sería útil al principio pensar en emplear el Modelo Uniforme de Presentación de Informes de la Fase Piloto AIC.

- La transparencia pudiera promoverse por medio de directrices que estipulen el uso de métodos uniformes y simplificados para evaluar la adicionalidad (por ejemplo, el uso de valores umbrales para sectores o proyectos específicos.)
- También debe observarse que el procedimiento general de examen por expertos (incluido el examen de los inventarios por expertos) con respecto al cumplimiento del artículo 3 (uno de cuyos elementos es la IC) tendrá necesariamente una función con respecto a la rendición de cuentas y la verificación.

2. ¿Qué criterios se emplearán para fijar el punto de comparación de los proyectos?

- Según el inciso b, párrafo 1 del artículo 6, cada proyecto de IC “permitirá una reducción de las emisiones por las fuentes, o un incremento de la absorción por los sumideros, que sea adicional” a la reducción o el incremento “que se produciría de no realizarse el proyecto”.
- La Fase Piloto AIC y las labores afines han proporcionado una información abundante sobre la fijación de los puntos de comparación (líneas de base).
- El criterio fundamental consiste en establecer un punto de comparación líneas de base que permita medir la diferencia entre el efecto del proyecto y su ausencia. Esa línea de base tal vez varíe entre los distintos sectores y países.

3. ¿Cómo se puede asegurar el cumplimiento con los artículos 5 y 7 del Protocolo, y qué relación tiene con la labor que ha de realizarse conforme al artículo 18?

- La exactitud en la medición y presentación de informes es esencial para el buen funcionamiento del Protocolo en general, en vista de la índole de los compromisos adquiridos en materia de emisiones.
- A la larga, el artículo 18 puede resultar pertinente para fomentar el cumplimiento de los artículos 5 y 7.
- Sin embargo, puede no ser aconsejable depender exclusivamente del artículo 18, en particular porque el procedimiento conforme al mismo tal vez requiera la enmienda del Protocolo y por lo tanto, tarde bastante en entrar en vigencia.
- Sería preferible estructurar los propios mecanismos de flexibilidad de manera que proporcionen incentivos adecuados para cumplir con los artículos 5 y 7.
- En el caso de la IC, el mismo Protocolo (en el inciso c, párrafo 1 del artículo 6), estipula que una Parte en el Anexo I no podrá adquirir unidades de reducción de emisiones si no ha cumplido con sus obligaciones en virtud de los artículos 5 y 7. Tal disposición debe representar un incentivo práctico para que las Partes en el Anexo I, al

menos las interesadas en valerse de la IC, cumplan con las disposiciones de medición y presentación de informes del Protocolo.

- Además, consideramos que la CP debe dedicarse pronto a la preparación de las directrices sobre medición y presentación de informes a que se refieren los artículos 5 y 7. Esa labor tendrá importancia para los mecanismos de flexibilidad y para el Protocolo en general.

4. ¿Cuál será el procedimiento para transferir o adquirir las unidades de reducción de emisiones que provengan de los proyectos realizados conforme al artículo 6?

- La transferencia de las unidades de reducción de las emisiones entre las Partes en el Anexo I, que dará lugar al ajuste de sus cantidades atribuidas, tendrá que ser aprobada y acordada entre las Partes que las contraten.
- En vista de esos acuerdos y aprobaciones, los ajustes a las cantidades atribuidas tendrán que registrarse, por ejemplo, en los inventarios anuales de esas Partes o en sus comunicaciones nacionales.
- Las Partes estarán sometidas a las nuevas directrices que la CP/rPP establezca, entre ellas, las que se refieran a la verificación y presentación de informes.

5. ¿Qué sistema se utilizará para la auditoría y verificación de proyectos conforme al artículo 6?

- Cada Parte que utilice la IC será la responsable de aprobar, vigilar y notificar cada proyecto de la IC en el que participe ella o alguna de sus entidades jurídicas.
- La CP/rPP puede elaborar nuevas directrices relativa a la credibilidad y transparencia de los sistemas nacionales de verificación.
- La medida en que un proyecto de la IC reúna los criterios internacionales pertinentes también puede ser objeto del procedimiento de verificación por expertos acerca del cumplimiento de las obligaciones conforme al artículo 3, con las cuales la IC está vinculada evidentemente.

6. ¿Cómo se definirán los “entidades jurídicas” que participen en estos proyectos y como se asegurará la responsabilidad de la Parte con respecto a esas entidades a efectos de los proyectos?

- Cada una de las Partes en el Anexo I tendrá que decidir si permite la participación de sus “entidades jurídicas” y en qué forma. Si permite la participación de alguna entidad jurídica o de cualquiera de ellas, esa Parte tendrá que asegurar, por medio de su sistema nacional, que esas entidades participen de manera compatible con las disposiciones pertinentes del Protocolo o con las normas que se adopten conforme al mismo.

- Sin embargo, la decisión que tome una Parte en el Anexo I de permitir la participación de su sector privado no la exime de sus obligaciones a nivel de gobierno conforme al Protocolo.

7. ¿Cómo se repartirán equitativamente entre los participantes los beneficios resultantes de un proyecto realizado conforme al artículo 6?

- El reparto de los diversos beneficios que resulten de un proyecto será cuestión de negociación entre los participantes (observando lo estipulado en el inciso a, párrafo 1 del artículo 6, de que todo proyecto cuente con la aprobación de las Partes participantes.)
- Los proyectos de la IC también pudieran facilitar a los países sede la toma de medidas nacionales y les generarían otros beneficios secundarios, por ejemplo, la disminución de los efectos causados por contaminación local.

8. ¿Cuáles serán los criterios de presentación de informes a la CP/rPP para un proyecto emprendido conforme al artículo 6?

- La CP/rPP está autorizada, conforme al párrafo 2 del artículo 6, a establecer otras directrices, en particular a los efectos de la presentación de informes. Por lo tanto, podrían elaborarse criterios para la presentación de informes; estos criterios posiblemente tengan en cuenta el modelo uniforme de presentación de informes de la fase piloto AIC.
- Los informes de las Partes deberán incluir, por lo menos, información sobre el proyecto, las emisiones de comparación y las emisiones de líneas de base (sin proyecto) observadas después del proyecto y cómo se establecieron, e información adecuada que demuestre que las Partes en cuestión aceptaron el proyecto.

Artículo 12 – El mecanismo de desarrollo limpio

1. ¿Qué criterios se emplearán para asegurar que cada proyecto del MDL cumpla con el objetivo de ayudar a las Partes en desarrollo a lograr el desarrollo sostenible con arreglo a sus prioridades y programas nacionales, y a la vez contribuya a que la Parte desarrollada satisfaga sus compromisos conforme al artículo 3?

- El párrafo 5 del artículo 12 estipula que las reducciones de las emisiones resultantes de cada actividad de proyecto se certifiquen por razón de la participación voluntaria aprobada por cada Parte participante, entre otros motivos.

- Por lo tanto, cada país sede tendrá la oportunidad de asegurarse de que cualquier proyecto del MDL propuesto, en el que posiblemente participe, respete sus prioridades y programas nacionales acerca del desarrollo sostenible.

2. ¿Cómo se asegurará que el MDL esté sujeto a la autoridad y dirección de la Conferencia de las Partes en calidad de reunión de las Partes en el Protocolo?

- El párrafo 4 del artículo 12 dispone expresamente que el MDL esté sujeto a la autoridad y dirección de la CP/rPP.
- La función de supervisión de la CP/rPP se realizará por medio de:
 - Sus instrucciones a la Junta Ejecutiva.
 - Su vigilancia permanente del funcionamiento de la Junta Ejecutiva y de las entidades operacionales.
 - Su elaboración de las modalidades y los procedimientos que asegurarán la transparencia, la eficacia y la rendición de cuentas por medio de la auditoría y verificación independientes de las actividades de los proyectos.
 - Su designación de las entidades operacionales.

3. ¿Cómo se puede asegurar que la Junta Ejecutiva del MDL funcione conforme a la autoridad y dirección de la Conferencia de las Partes en su calidad de reunión de las Partes en el Protocolo?

- Véase la contestación a la anterior pregunta 2.

4. ¿Cuáles serán la constitución, la índole y las funciones de la Junta Ejecutiva del MDL?

- La constitución, la índole y las funciones de la Junta Ejecutiva dependerán, en parte, de la forma y funciones que tenga el MDL en su totalidad.
- Por lo tanto, resulta lógico y práctico decidir en primer lugar cuáles serán las funciones de los diversos aspectos del mecanismo en su totalidad, antes de empezar a considerar las funciones y la forma que tengan sus varios elementos institucionales. Esperamos poder considerar esta cuestión importante con el G-77 y China, así como con otras Partes.

5. ¿Cómo se certificarán las reducciones de las emisiones logradas por un proyecto del MDL? ¿Cómo será el procedimiento de certificación y quién lo realizará?

- Según el párrafo 5 del artículo 12, la certificación de los proyectos del MDL se basará en tres criterios: a) La participación voluntaria acordada por cada Parte participante. b) Las actividades de los proyectos proporcionan beneficios reales, mensurables y a

largo plazo en relación con la mitigación del cambio climático. c) Las reducciones de emisiones que sean “adicionales a las que se producirían en ausencia de la actividad de proyecto certificado.” Deberán elaborarse procedimientos de certificación claros y transparentes para estos criterios, con el fin de asegurar que las inversiones en el MDL rindan reducciones efectivas y certificadas de emisiones.

- Las reducciones se determinarán una vez que ocurran y corresponderán a los resultados del proyecto comparados con una serie de mediciones de rendimiento. Los informes sobre las actividades del MDL, presentados tanto por las Partes como por las entidades operacionales, proporcionarán más información sobre las transferencias y adquisiciones de los beneficios de las reducciones certificadas de emisiones. Con el fin de reducir los posibles costos de estas transacciones, preferimos que las entidades operacionales sean independientes y estén descentralizadas.

6. ¿Cómo se define y cuantifica la palabra “parte” en “...una parte de sus compromisos cuantificados de limitación y reducción de las emisiones” que figura en el inciso b, párrafo 3 del artículo 12 del Protocolo?

- El inciso b, párrafo 3 del artículo 12 del Protocolo estipula que las Partes en el Anexo I podrán usar las reducciones certificadas de emisiones resultantes de esas actividades de proyectos para contribuir al cumplimiento de una parte de sus compromisos conforme al artículo 3, según lo determine la CP/rPP.
- El inciso b, párrafo 3 del artículo 12 del Protocolo estipula que la CP/rPP determine cómo las “Partes incluidas en el Anexo I podrán utilizar las reducciones certificadas de emisiones resultantes de esas actividades de proyectos para contribuir al cumplimiento de una parte de sus compromisos cuantificados de limitación y reducción de las emisiones contraídos en virtud del artículo 3”. No obstante, no estamos de acuerdo con que la CP/rPP procure cuantificar la expresión “parte de” porque, por ejemplo:
 - Se iniciarían menos proyectos; por lo tanto, disminuirían los beneficios directos (por ejemplo, nueva tecnología, inversiones) para las Partes no incluidas en el Anexo I.
 - Si disminuye la “escala” de los proyectos del MDL, quedarían menos fondos para las labores de adaptación (párrafo 8 del artículo 12) en los países en desarrollo particularmente vulnerables.
 - Si se señala un tope a las actividades de proyectos del MDL, se generarían dificultades de aplicación a ciertos países incluidos en el Anexo I. Por ejemplo, cuando más se acerque una Parte al tope que fuere, mayor dificultad tendría la Parte, o una empresa particular, en evaluar si la actividad que fuera a iniciar resultaría en reducciones certificadas de emisiones que contarían para el cumplimiento de los compromisos contraídos en virtud del artículo 3.

7. ¿Cómo se asegura la responsabilidad y función de los gobiernos en cada etapa de los proyectos del MDL?

- Los gobiernos tienen la responsabilidad de implementar las obligaciones contraídas en virtud del Protocolo.
- Si una Parte decide permitir la participación de su sector privado en el MDL, será cuestión de responsabilidad nacional asegurarse que esa participación sea compatible con las disposiciones del Protocolo, o con las normas o directrices que se adopten conforme al mismo.
- Los gobiernos no incluidos en el Anexo I tendrán una función decisiva en determinar los proyectos que en su jurisdicción son elegibles para la certificación conforme al MDL, y en determinar si las entidades particulares que estén bajo su autoridad podrán participar en el MDL y en qué condiciones.
- En el marco establecido por la CP/rPP (y por la Junta Ejecutiva, según sea apropiado), el grado de participación en los proyectos del MDL y en las reducciones certificadas de emisiones quedará enteramente a criterio de las Partes.

8. ¿Cómo se asegurará que la entidad operacional del MDL, designada por la CP, funcione bajo la autoridad de la CP, y que su administración se rija aparte de las instituciones existentes?

- Primero, la CP/rPP tendrá la función de designar las entidades operacionales del MDL.
- Segundo, las entidades operacionales estarán sometidas a las normas y directrices de fondo y de procedimiento que rijan el funcionamiento del MDL.
- Tercero, las entidades operacionales estarán bajo la supervisión de la Junta Ejecutiva, la cual, a su vez, funcionará bajo la autoridad y dirección de la CP/rPP.

9. ¿Cómo se llevará a la práctica el párrafo 6 del artículo 12? ¿Cuáles serán los criterios y procedimientos para allegar el financiamiento debido del MDL?

- En nuestra opinión, la gran mayoría de los proyectos del MDL se financiarán por medio de la inversión privada. Las Partes tal vez participen en algunos casos. La corriente de inversiones dependerá de cuáles sean los proyectos habilitados que se presenten, el rendimiento posible de cada inversión, y el valor de las reducciones certificadas de emisiones, si es que éstas tienen mercado.
- Cuando no exista financiamiento, el MDL podrá ayudar a conseguirlo; por ejemplo, sirviendo de centro de información y divulgando extensamente la índole de los proyectos propuestos que necesiten financiamiento.
- Si bien puede ser necesario tener un “procedimiento” para ayudar a encontrar financiamiento (por ejemplo, para asegurar que no haya incompatibilidades entre las

instituciones que certifiquen las reducciones de emisiones y las que alleguen el financiamiento), no queda claro que hagan falta “criterios”, puesto que el propio MDL no proporcionará los fondos.

10. ¿Cómo se asegura la independencia de las auditorías y verificaciones de las actividades de proyectos del MDL?

- El objetivo de las modalidades y los procedimientos que establecerá la CP/rPP, conforme al párrafo 7 del artículo 12, precisamente consiste en asegurar la auditoría y verificación independientes de los proyectos del MDL.
- Las normas de auditoría y verificación deben ser a la vez firmes y económicamente efectivas, puesto que todos los fondos que se gasten en auditorías y verificaciones procederán, en definitiva, de los proyectos y por lo tanto, reducirán el número de los proyectos que se ejecuten.
- Para evitar incompatibilidades, las entidades que efectúen las auditorías y verificaciones no deben ser las mismas que tengan que ver con la preparación y promoción del proyecto.
- El procedimiento podría agilizarse apreciablemente si se utilizan las instituciones existentes, incluidas las del sector financiero, y produciría un sistema firme, levantado sobre principios demostrados.
- Podría ser valioso contar con diversas entidades operacionales, puesto que cada una de ellas pudiera especializarse en una región o una clase de proyecto en particular, con lo cual se ganaría gran confianza en sus resultados.

11. ¿Qué criterios se emplearán para determinar el punto de comparación (líneas de base) de los proyectos?

- Para medir los beneficios de mitigación reales y a largo plazo, habría que elaborar puntos de comparación con los que se demostraría que, a consecuencia de los proyectos, las emisiones efectivas de gases de efecto invernadero son menores que las que se habrían producido en la ausencia de esos proyectos. Para asegurar la coherencia entre proyectos similares, mientras se minimizan los costos de transacción, es importante determinar cuál debe ser el nivel conveniente de detalle en la elaboración de los puntos de comparación de los proyectos (por ejemplo, si deben emplearse cotas de referencia por proyecto, sector o país para los puntos de comparación de las emisiones.) Las directrices para la medición y verificación de los puntos de comparación deberá tener en cuenta la posible futura evolución de esos puntos.
- Una forma de fijar los puntos de comparación (por ejemplo, para determinar la “adicionalidad”) consiste en emplear un planteamiento por cotas de referencia

(“benchmark”). Una cota de referencia es una norma de rendimiento, que puede ser histórico o evolucionario. Esto distingue entre las actividades que consiguen reducciones de los gases de efecto invernadero por encima de las del punto de comparación, y las que no las consiguen. Expresado con sencillez, las actividades cuyo rendimiento supera el de la cota de referencia satisfacen el criterio de “adicionalidad”. Los proyectos específicos que no quedarían habilitados conforme al planteamiento por cotas de referencia, o para los cuales no se hayan elaborado o no puedan elaborarse esos criterios, podrían considerarse separadamente, según cada caso particular.

12. ¿Cuándo comenzarían a rendir beneficios los proyectos del MDL para las Partes desarrolladas participantes?

- En lo relativo a la participación de una Parte en el Anexo I en el MDL por medio de la adquisición de reducciones certificadas de emisiones, esas reducciones se certificarían en cuanto ocurrieran a consecuencia de las actividades del proyecto (incluidas las que ocurran del 2000 al 2008), y podrían usarse durante el período de compromiso para contribuir a satisfacer los compromisos contraídos en virtud del artículo 3.

13. ¿Qué medidas se tomarían en caso de incumplimiento si un proyecto del MDL no se ajusta a los criterios del MDL?

- Esta situación hipotética parece improbable que surja si se adopta un procedimiento de certificación de dos pasos:
 - A fin de que el proyecto en cuestión quedara habilitado para el MDL, haría falta una certificación del proyecto, en la que se calcularían aproximadamente las reducciones previstas de las emisiones.
 - Una vez esté el proyecto en funcionamiento, se certificaría el número exacto de reducciones en las emisiones, conforme a las emisiones que se observen efectivamente.
- Sin embargo, en caso de que la situación hipotética mencionada llegara a presentarse, la consecuencia sería que las reducciones que se obtuvieran de ese proyecto no las podría usar una Parte en el Anexo I para cumplir con los compromisos contraídos en virtud del artículo 3.

14. ¿Cómo se define “una parte de los fondos precedentes de las actividades” (“share of the proceeds”) y como se repartirá esta parte entre los gastos administrativos y la adaptación?

- Una “parte de los fondos precedentes de las actividades” (“share of the proceeds”) debe ser una parte de las reducciones certificadas de emisiones resultantes de la actividad del proyecto; esa parte se determinará de antemano y se aplicará de forma previsible.

- No se podrá determinar el reparto entre los gastos administrativos y los fondos de adaptación hasta que se determine la estructura institucional y operativa del MDL. Cuando menos sean los gastos administrativos, mayores serán los fondos que quedarán para la adaptación.

15. ¿Cómo se asegurará la responsabilidad de una Parte con respecto a las entidades privadas o públicas cuya participación en proyectos del MDL haya sido autorizada por esa Parte?

- El sistema nacional de cada Parte en el Anexo I estará a cargo de asegurar que toda entidad que autorice para participar en el MDL de manera compatible con las disposiciones pertinentes del Protocolo y con las normas y directrices que se aprueben conforme al mismo.
- La responsabilidad de cumplir con las obligaciones conforme al Protocolo recae en definitiva sobre la Parte y no sobre las entidades cuya participación haya sido autorizada por ella.

16. ¿Cómo se asegura que los proyectos del MDL se distribuyen equitativamente de manera que beneficien a todas las Partes que son países en desarrollo, en especial a las Partes que son países en desarrollo menos adelantados, y que la distribución de los proyectos no agrave los desequilibrios regionales o subregionales existentes?

- Debe solicitarse a la Secretaría que presente informes periódicos a la CP/rPP acerca de la distribución regional de los proyectos del MDL.
- Además, debe alentarse a las Partes a que, conforme a las solicitudes que reciban de esos países, asistan a las Partes que son países en desarrollo al fortalecimiento de sus capacidades y en otras actividades que faciliten la utilización del MDL en los posibles países sede. Ya han comenzado algunas de estas actividades, pero a medida que se estructure el MDL debería insistirse aún más en el fortalecimiento de las capacidades.
- El MDL es un mecanismo de mercado, y las decisiones sobre las inversiones (en particular, las del sector privado) influirán sobre la distribución de los proyectos del MDL. Los países en desarrollo podrán influir en la distribución de esos proyectos si promueven un entorno para las inversiones que aliente al establecimiento de proyectos del MDL en sus territorios.

17. ¿Cómo se asegura que el financiamiento de los proyectos del MDL sea además del financiamiento de la Ayuda Oficial al Desarrollo (AOD) y otro financiamiento internacional, además de las obligaciones financieras contraídas conforme al Fondo para el Medio Ambiente Mundial (FMAM) y aparte de éstas, y además de la obligación financiera de las Partes estipulada en el Convenio y en el Protocolo?

- Se prevé que el sector privado proporcionará la mayor parte del financiamiento del MDL, en cuyo caso no se presentará la cuestión del financiamiento de la AOD y de las obligaciones financieras conforme al Convenio Marco.

- Además, el establecimiento del MDL no alterará de ninguna manera las obligaciones de financiamiento de las Partes en el Anexo I conforme al Convenio Marco. La participación de un gobierno Parte en el MDL no se podría contar dos veces, como tal participación y como parte de sus obligaciones de financiamiento conforme al párrafo 3 del artículo 4 del Convenio Marco.

18. ¿Cómo pueden compartirse equitativamente entre las Partes participantes los beneficios económicos adicionales, de haberlos, de un proyecto del MDL?

- El sentido de “beneficios económicos adicionales” (término que no figura en el Artículo 12) no resulta claro. Sin embargo, el reparto de los beneficios derivados de las actividades de proyectos deberá resolverse enteramente mediante negociaciones entre las Partes o las entidades privadas que participen en cada proyecto específico.

19. ¿Cómo informarán las Partes participantes al CP/rPP acerca de sus proyectos del MDL?

- A diferencia del artículo 6, el artículo 12 del Protocolo no se refiere específicamente a la presentación de informes acerca de las actividades de proyectos o de las reducciones certificadas de emisiones resultantes de cada proyecto.
- El uso de las reducciones certificadas de emisiones resultantes de los proyectos del MDL con el fin de satisfacer los compromisos contraídos según el artículo 3 se notificará conforme al artículo 7 del Protocolo. Como parte de las modalidades o procedimientos que se adopten conforme al párrafo 7 del artículo 12, y en la medida en que se refieran a la auditoría y verificación, los requisitos de presentación de informes pudieran especificarse con más detalle.

20. ¿Cuáles son las consecuencias del párrafo 10 del artículo 12 del Protocolo?

- El párrafo 10 del artículo 12 dispone que se acumulen los créditos devengados desde el año 2000 hasta el comienzo del primer período de compromiso.
- Esa disposición:
 - Estimulará a las Partes y a sus entidades privadas a comenzar los proyectos pronto, lo que beneficiaría a los países incluidos en el Anexo I y a los no incluidos, así como a la atmósfera.
 - Proporcionará inversiones y tecnologías nuevas a los países no incluidos en el Anexo I antes del comienzo del primer período de compromiso.
 - Contribuirá una parte de los fondos procedentes de las actividades de proyectos (“share of the proceeds”) a ayudar a las Partes que sean países en desarrollo particularmente vulnerables a sufragar los costos de adaptación más pronto.

- En vista de que las modalidades, los procedimientos y las instituciones que serían necesarios para el funcionamiento del MDL tal vez no estén operando hasta después del año 2000, debe quedar claro que las entidades operacionales pueden certificar retroactivamente las reducciones en las emisiones obtenidas a partir del año 2000 a consecuencia de proyectos comenzados antes del funcionamiento del MDL, a condición de que las reducciones en las emisiones reúnan todos los criterios aplicables.

Fase piloto AIC

Si bien no figura una sección de preguntas acerca de la Fase Piloto AIC en el documento G-77 MISC.1/Añad. 5, tenemos estos otros comentarios sobre este tema:

¿Cuáles son los pasos siguientes para la fase piloto AIC?

- Las Partes están presentando en la actualidad su tercer informe sobre las Actividades Implementadas Conjuntamente (AIC) al Convenio Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático. La Secretaría del Convenio Marco se basará en ellos para presentar un informe resumido para que lo estudie la 4ª Conferencia de las Partes, que tomará una decisión sobre la fase piloto AIC.
- Para acercarse a tomar una decisión sobre continuar o concluir la fase piloto, hace falta lo siguiente:
 - Preparación de un informe resumido sobre el progreso de la fase piloto AIC, lo que debería constar de análisis de las cuestiones metodológicas, los cálculos de los puntos de comparación (líneas de base), las reducciones posibles y efectivas en las emisiones realizadas a consecuencia de los proyectos, la distribución geográfica y sectorial de los proyectos, las estructuras institucionales establecidas en las Partes incluídas en el Anexo I y en las no incluídas en el Anexo I, y las lecciones aprendidas.
 - Solicitud de los comentarios de las Partes sobre el Informe Resumido, para que se reciban antes de la 4ª Conferencia de las Partes, y preparación de un informe acerca de esos comentarios.
 - Solicitud de comentarios de las Partes sobre el Modelo Uniforme de Presentación de Informes, y preparación de un informe al respecto, para su consideración.
 - Entre la celebración de la 4ª Conferencia de las Partes y la 5ª, efectuar una evaluación final de la fase piloto AIC, a fin de resumir las experiencias obtenidas. Esa evaluación la efectuaría la Secretaría a partir de la decisión que tome la 4ª Conferencia, y debería incluir los procedimientos necesarios para obtener más información y comentarios de las Partes, así como de importantes agrupaciones no gubernamentales.

Comercio internacional de los derechos de emisión (CIDE), artículo 17

1. ¿Cómo se determinarán y generarán los compromisos y derechos de emisión de las Partes que sean países desarrollados, a fines del comercio en derechos de emisión?

¿Será ello compatible con el principio de equidad, tomando en cuenta la responsabilidad histórica y actual por el cambio climático que recae sobre los países desarrollados, y con el objetivo final del Convenio?

- Esta pregunta parece prever nuevas negociaciones acerca de las atribuciones que son el punto de partida del CIDE. Las atribuciones de las que parte el CIDE son las cantidades atribuidas que figuran en el Protocolo.
- Las cantidades atribuidas del Protocolo de Kioto se negociaron para que correspondan a la mayor responsabilidad que recae sobre los países desarrollados (por lo tanto, no se aplican a los países en desarrollo) y a la “equidad” (puesto que se diferencian entre sí por diversas consideraciones de equidad).
- Si se han de invocar los principios del artículo 3 del Convenio en el marco del CIDE, debe observarse que el párrafo 3 de ese artículo manifiesta que “las políticas y medidas que para hacer frente el cambio climático deberían ser eficaces en función del costo a fin de asegurar beneficios mundiales al menor costo posible”. El CIDE, sin duda, proporciona la oportunidad de llevar a la práctica al costo más bajo posible los compromisos acerca de las emisiones de gases de efecto invernadero.

2. ¿Cómo se puede asegurar que el comercio de derechos de emisión entre las Partes que sean países desarrollados sea suplementaria de las medidas nacionales encaminadas a satisfacer sus compromisos cuantificados de limitación y reducción de las emisiones?

- Véase la contestación a la pregunta 2 de la sección sobre cuestiones generales.

3. ¿Cómo se asegura que el comercio de derechos de emisión entre las Partes que sean países desarrollados produzca limitaciones y reducciones reales y verificables de las emisiones de gases de efecto invernadero, a fin de cumplir con los fines del Convenio y contribuir a la protección del medio ambiente?

- Véase la contestación a la pregunta 3 de la sección de cuestiones generales.
- Además:
 - La exactitud en las mediciones y en la presentación de informes de las Partes en el Anexo I es esencial para el logro de las obligaciones objeto del Protocolo, aparte del CIDE. Tiene una gran prioridad que se comience a trabajar en seguida sobre las directrices para la medición y presentación de informes.
 - El CIDE no tendrá efectos ambientales nocivos. Ese comercio retribuirá las cantidades actualmente consignadas entre las Partes en el Anexo I, pero el total de las obligaciones de esas Partes permanecerá constante. Es mucho más probable

que el comercio de los derechos de emisión contribuya considerablemente a la protección ambiental, porque permitirá que las Partes adopten objetivos más ambiciosos de los que hubieran adoptado en su ausencia, lo que alentará a las Partes a ratificar el Protocolo y permitirá el cumplimiento económicamente eficaz de los compromisos del artículo 3.

- Hay cierta preocupación de que algunas Partes tendrán atribuciones para descargar emisiones adicionales, y que dichas emisiones no deberían comerciarse, con el fin de evitar que ocurran emisiones que de otra forma no ocurrirían. Aparte de los obstáculos técnicos y administrativos que ese planteamiento significaría (y de que el Protocolo permite ese comercio), no es verdad que el comercio de esas emisiones produciría mayores emisiones de las que hubieran ocurrido en su ausencia, porque la Parte que tuviera la atribución para esas emisiones adicionales podría, en cualquier caso, reservarlas (“banking”) (conforme al párrafo 13 del artículo 3) y utilizarlas en un período de compromiso posterior.

4. ¿Cuáles serán las repercusiones ambientales o económicas en cualquier area a causa del comercio de los derechos de emisión entre las Partes que sean países desarrollados?

- Los aspectos ambientales se tratan en la respuesta a la anterior pregunta 3.
- Desde el punto de vista económico, el CIDE entre los países incluidos en el Anexo I debe resultar en reducciones de emisiones donde los costos de mitigación sean más bajos, lo que reduciría al mínimo las repercusiones económicas. El CIDE debe causar el mayor beneficio general porque maximizaría el uso de los recursos financieros, siempre escasos. La participación voluntaria, tanto en el sistema de comercio de derechos de emisión en general como en cada operación en particular, asegura que todos los participantes obtengan beneficios, puesto que sólo optarán por comerciar cuando les sea ventajoso.

5. ¿Cómo se asegura que cualquier comercio de derechos de emisión entre las Partes que sean países desarrollados se ajuste plenamente al principio de equidad entre los países desarrollados y los que están en desarrollo?

- El CIDE, como sólo reatribuye las cantidades consignadas y no cambia la totalidad de lo atribuido a los países incluidos en el Anexo I, no altera la “equidad” entre los países desarrollados y en desarrollo establecida mediante la adopción del Protocolo de Kioto.

6. ¿Cómo se asegura que el comercio de derechos de emisión entre las Partes que sean países desarrollados se ajuste a los principios, modalidades, normas y directrices que definirá la Conferencia de las Partes, entre ellos, los procedimientos para su acatamiento?

- Esta cuestión se plantea detenidamente en el Documento FCCC/SB/1998/MISC.1/Añad.1/Rev.1.
- Los principios, las modalidades, etc., una vez que se adopten con arreglo al artículo

17, regirán el CIDE y las Partes en el Anexo I quedarán obligadas a acatarlos.

- En la medida en que una Parte en el Anexo I permita la participación de su sector privado, esa Parte, como nación, tendrá la responsabilidad de asegurar que esa participación sea compatible con las normas, etc., del artículo 17.
- Aparte de cualquier procedimiento de acatamiento que a la larga pueda entrar en vigencia con arreglo al artículo 18, las normas de comercio conforme al artículo 17 pueden (y deben) proporcionar elementos convenientes de acatamiento, en especial para la verificación, presentación de informes y rendición de cuentas. Por ejemplo:
 - Deben existir vínculos entre la habilidad para comerciar en cumplimiento con las obligaciones de medir y de presentar informes conforme a los artículos 5 y 7 y con llevar apropiados sistemas nacionales de registro.
 - Deben presentarse informes anuales sobre las actividades comerciales efectuadas.
 - Los datos relativos a las emisiones y las cantidades atribuidas deben resultar accesibles al público.
 - Al final del período de compromiso, debe efectuarse una evaluación del cumplimiento, y deben incorporarse al sistema desincentivos convenientes que sean especialmente pertinentes al CIDE.
- Un desincentivo que pudiera incorporarse a las normas de comercio de derechos de emisión consistiría en denegar o restringir el derecho de una Parte (y de sus entidades jurídicas, por lo tanto) a transferir cantidades atribuidas en caso de que infrinja esas normas, o de que haya dejado de cumplir con las condiciones exigidas para la participación en el sistema.
- Confiamos en que habrá un intercambio pleno de puntos de vista sobre los principios, modalidades, normas y directrices para el CIDE en la 4ª Conferencia de las Partes, como pide la decisión 1/CP.3.

PAPER NO. 3: BRAZIL

BRAZIL'S VIEWS ON THE CLEAN DEVELOPMENT MECHANISM

Brazil participated actively in the negotiations that led to the creation of the Clean Development Mechanism (CDM). We believe that the CDM is the only meaningful voluntary contribution of non-Annex I Parties to effectively change the trend of global warming in a manner that is consistent with the Climate Change Convention and in a way that it will be advantageous to all Parties involved. The Kyoto Protocol has defined only the basic features and objectives of the CDM and it falls now to the Conference of the Parties to create the conditions for its successful implementation. There are many highly controversial issues to be addressed and a realistic outcome from COP-IV should be the establishment of a timetable for future negotiations on the implementation of the CDM and other so-called flexibility mechanisms.

Although Brazil shares the views of other members of the Group of 77 and China that there should be no hierarchy assigned to these mechanisms, we believe that the implementation of the CDM should start sooner than later, since certified emission reduction credits may accrue as of the year 2000. In order to accomplish this, attention should be focused on the establishment of the Executive Board, the negotiation of its terms of reference, and the guidelines under which it is to operate.

Conditions for the successful implementation of the CDM:

The governance of the CDM, through the Executive Board, must be efficient. Therefore the Executive Board should be relatively small, while maintaining the necessary representativeness of the different interests at stake.

The categories of projects certifiable under the CDM must, by general consensus, result in real reduction of emissions. Since it is impossible to determine the baseline against which the emission reduction is to be counted on purely technical grounds, and there may be controversy as to whether a baseline is appropriate or not, it is the representativeness of the Executive Board that will guarantee that the credits for emission reductions under the CDM will be accepted towards compliance with the quantified emission limitation and reduction objectives (QELROs). In addition, the emission reductions to be certified must be agreed upon by the non-Annex I Party.

The roster of certifiable projects must be dynamic starting with those for which there is more certainty about the emission reductions and less controversy about their inclusion. Such a list is to be progressively expanded to include other types of projects as they meet certain agreed criteria.

The selection of the subcategories of projects that will be accepted for submission to certification and the approval of individual projects must be left to individual non-Annex I countries. They can then adapt their decisions to national development priorities.

For the sake of efficiency, the actual certification of projects must be attributed to institutions

working under the strict guidance and supervision of the Executive Board. Maximum use should be made of existing institutions. A strong, transparent and credible regulatory and auditing process is critically important to ensure that the objective of the Convention is promoted by the Mechanism.

Brazil understands that there will be no real incentive for the use of credits until the Annex I Parties clearly establish national regulations limiting their emissions. Brazil believes that the effective functioning of the CDM absolutely depends on the effective implementation by Annex I Parties of national measures towards compliance with their agreed emission limitation and reduction objectives.

The success of the CDM will also depend on the establishment of strong non-compliance mechanisms, so that Annex I Parties will be prompted either to acquire CDM emission reduction certificates or, if they prefer, to establish national regulations that would encourage the private sector to do so. The governments would accept those certificates in demonstration of compliance with the domestic limits, and use them, in turn, to demonstrate international compliance.

Practical steps in the implementation of the CDM:

a) Establishment of the Executive Board

The Conference of the Parties to the Convention must establish the Executive Board of the Clean Development Mechanism - EB/CDM, which could be composed of a group of representatives of Parties to the Protocol, selected on the basis of equitable geographic representation and ensuring an adequate balance of Annex I and non-Annex I Parties.

The EB/CDM shall follow the guidelines established periodically by the COP and have the mandate suggested below. The Board shall be supported by the Secretary of the Convention/Protocol, which will act as the Secretariat of the CDM. The EB/CDM shall meet three times a year and report annually to the COP.

b) Terms of Reference of the Executive Board

The functions of the Executive Board of the CDM shall be:

- To accredit organizations - governmental or otherwise - to systematically offer to the highest bidder the certificates of emission reductions available at the Secretariat.
- To accredit, for example through the ISO, organizations - governmental or otherwise - to pre-certify the emission reductions as requested by non-Annex I Parties.
- To verify periodically, through accredited organizations, the correspondence between the pre-certified and the realized emission reductions, and to issue the corresponding certificates of emission reductions.
- To prepare, periodically review, and submit to the CoP/MoP for approval, the list of project

activities for which emission reduction certificates may be issued. This global list should take into account exclusively the aspects related to the establishment of a credible baseline, leaving to governments the authority to establish their own list of eligible projects, taken from the former list. The national list will take into account, additionally, the sustainable development priorities.

c) Initial Guidelines for the CDM:

The Conference of the Parties shall establish a narrow mandate to the subsidiary bodies of the Convention to negotiate the necessary draft decisions needed to put into place the CDM by COP 6, reporting the intermediate results in COP 5.

The decision on whether a project may be certified or not, and what is the corresponding emission reduction level, will be made on a project-by-project basis. It is thus likely that experience will be gained with time and that analogies will be established with projects already certified when analyzing new ones.

Appropriate organizations should be requested to propose the detailed methodology for the definition of certifiable baselines and reductions and the establishment of a system for accreditation of certifying organizations, for the purposes of issuing the emission reduction certificates.

Certificates of emission reductions may be presented by non-Annex I Parties to the Secretariat of the CDM, for placement in the market.

Each non-Annex I Party should designate a national authority to regulate the submission of projects for certification. The national regulation may vary from a requirement that each request be processed and submitted by the government itself, to a general authorization for the Secretariat to receive project proposals and to inform the government.

The emission reduction certificates shall state the number of tons of carbon to which they refer. The corresponding value shall be determined by market mechanisms, avoiding the concept of incremental costs.

The share of the proceeds of the CDM devoted to adaptation projects shall not exceed three per cent of the total.

The share of the proceeds of the CDM devoted to administrative costs shall not exceed three per cent of the total.

PAPER NO. 4: CANADA
(On behalf of Argentina and Brazil)

**NON -PAPER ON THE CLEAN DEVELOPMENT MECHANISM
THE GOVERNMENT OF BRAZIL, CANADA AND ARGENTINA**

The Governments of Brazil, Canada and Argentina co-hosted a Ministerial level Forum on the Clean Development Mechanism in Ottawa, Canada September 24-26, 1998. Twenty countries participated. The Forum provided the occasion for Ministers to share views on a variety of subjects surrounding the Clean Development Mechanism. Although no formal consensus was sought, the following closing statement, delivered by Canada's Minister of Environment, Christine Steward, on behalf of Minister José Vargas of Brazil and Ambassador Elsa Kelly of Argentina, represents the overall direction of the meeting. Proceedings from the meeting are available.

Closing Statement

**BY THE MINISTER OF CANADA, on behalf of co-hosts BRAZIL & ARGENTINA
Ottawa, Canada, September 26, 1998**

According to the Kyoto Protocol, Ministers reaffirmed that the purposes of the Clean Development Mechanisms are to:

- assist non Annex I Parties to achieve sustainable development and contribute to the ultimate objective of the Convention; and
- assist Annex I Parties achieve compliance with their emission reduction commitments under Article 3.

Emission reductions should be certified, based on real measurable and long-term benefits related to the mitigation of climate change.

Ministers recognized that the CDM project activities have great potential to promote sustainable development and emission reductions as a supplement to domestic action by Annex I countries, as stated in the Kyoto Protocol (Art. 12.3). It should also contribute to meeting the specific needs and concerns of developing country Parties arising from the adverse effects of climate change.

Ministers identified a number of issues requiring resolution. They intend to work in close partnership with all Parties to set the CDM in place by the year 2000. Early decisions by COP 4 will be needed.

Governments should set rules that are simple, efficient, clear and credible, within which public and private entities can operate.

Next Steps

Canada, Brazil and Argentina will inform COP 4 of the outcome of the Forum. This process points to the following action for Buenos Aires:

- define the UNFCCC process to resolve issues, establish timeliness and design appropriate arrangements on areas of convergence;
- identify and launch processes to deal with more contentious issues; and agree to set the basic rules in place by the year 2000.

- - - - -